

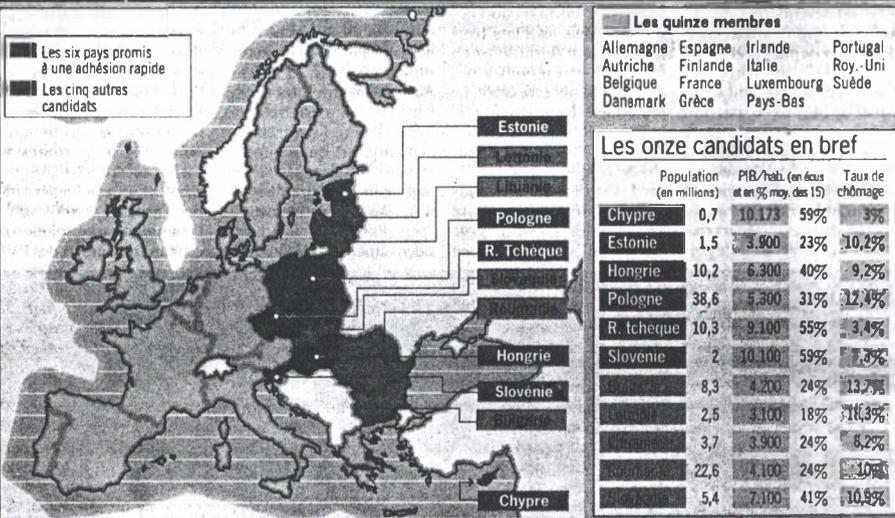
Les Quinze marchent vers l'Est à reculons

L'élargissement de l'UE au cœur du sommet de Luxembourg aujourd'hui et demain.

Luxembourg envoyé spécial
Le grand vent de l'Histoire – avec un h majuscule – aurait dû souffler sur le sommet européen qui se déroule aujourd'hui et demain à Luxembourg. Après tout, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ne vont-ils pas décider d'ouvrir des négociations d'adhésion avec les anciennes démocraties populaires d'Europe centrale et orientale? Quel symbole! Moins de huit ans après la chute du rideau de fer et l'effondrement du communisme, ces pays sont appelés à rejoindre l'Union européenne, ce club très organisé de démocraties aisées. Et pourtant, même si l'Histoire retiendra sans doute ce Conseil européen de Luxembourg comme marquant le début du processus d'élargissement vers l'Est, on ne peut pas dire que les Quinze se rendent dans le grand-duché avec enthousiasme. Ce serait même plutôt le contraire. Il revient au chancelier autrichien, Viktor Klima, d'avoir mangé le morceau et dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas: l'élargissement est, certes, «une nécessité, mais il ne suscite pas d'euphorie». Et d'appeler les Quinze à prendre leur temps: il ne faut pas, a-t-il plaidé, que ce soit une «opération abrupte».

De fait, l'élargissement prochain de l'Union inquiète plus qu'il ne rassure, les Etats de l'Union prenant doucement conscience du prix élevé qu'il leur faudra payer: personne ne sait si l'Union survivra à son extension vers l'Est alors qu'elle n'a pas été capable de réformer ses institutions, à Am-

Les quinze membres de l'Union européenne et les candidats à l'adhésion



sterdam, en juin, pour pouvoir fonctionner à vingt-six membres. Et surtout, personne n'est capable d'estimer le coût de l'élargissement – pour les Quinze actuels – alors que l'ensemble des candidats est très loin d'avoir rattrapé son retard économique.

Des questions, pourtant vitales, que les Quinze se sont interdites de poser jusqu'à présent de peur d'être accusés de vouloir freiner la marche de l'Histoire. L'élargissement devenant maintenant une réalité tangible, elles resurgissent logiquement. Mais aucun pays – pas même la France qui engage la menace depuis six mois – ne voulant s'prendre en

otage l'élargissement», il y a fort à parier qu'on en restera là. L'élargissement se fera dans le non-dit et la crainte de l'avenir. Avec le risque de susciter la rancœur des pays de l'Est déçus de cette absence d'entraide.

Bien que la Commission européenne, dans les «avis» qu'elle a rendus en juillet sur le mérite des différentes candidatures, reconnaisse qu'aucun de ces pays n'est actuellement prêt (leur PNB cumulé représente 8,7% de celui de l'Union), pas même ceux avec qui elle recommandait de débiter les pourparlers

(Pologne, République tchèque, Hongrie, Estonie, Slovaquie plus Chypre), les négociations d'adhésion s'ouvriront dès l'an prochain. Car la «pression» est trop forte pour tergiverser davantage.

Les promoteurs les plus enthousiastes de l'élargissement se retrouvent donc aujourd'hui largement dépassés par le mouvement qu'ils avaient initié. Au premier rang desquels l'Allemagne, dont on oublie trop souvent qu'elle n'était intéressée que par l'adhésion de ses voisins immédiats, à savoir la Pologne,

la République tchèque et la Hongrie (qui viennent, au passage, d'intégrer l'Otan) afin de stabiliser sa frontière orientale. Le mouvement s'accélère même encore. Pour les «intégristes» de l'élargissement – les Scandinaves et le Parlement européen –, commencer à négocier avec quelques pays serait rétablir un nouveau rideau de fer en Europe. Il faut donc commencer à discuter avec tout le monde, quitte à aller plus vite avec les cinq ex-démocraties populaires sélectionnées par la Commission («Différencier sans discriminer», dit le slogan à la mode). C'est la solution qui sera sans doute retenue à Luxembourg.

Mais combien de temps pourra-t-on faire déceimment durer les palabres avec la Bulgarie, la Roumanie, et surtout la Lettonie et la Lituanie, sans humilier ces pays? C'était pour éviter ce qui s'apparente à un élargissement forcé que la Commission et la France avaient proposé la création d'une Conférence européenne, forum de discussions de sujets «d'intérêt commun» entre les Quinze et les Onze. Même si sa création est décidée à Luxembourg, elle sera bien vide de sens.

Bref, c'est à une belle fuite en avant à laquelle on assiste. L'affaire turque est venue encore compliquer la donne. La France et la Grande-Bretagne souhaitent, en effet, que la Turquie, dont la vocation à adhérer à l'Union a été reconnue en 1963, ne soit pas exclue du processus qui sera lancé à Luxembourg afin de ne pas lui claquer la porte au nez. Le risque serait, dans un tel cas, de renforcer les secteurs antidémocratiques de l'Etat turc. L'idée est donc d'inclure Ankara dans la Conférence européenne afin de renvoyer à plus tard la question de son adhésion. Mais le hic est que la Grèce brandit la menace d'un veto si la Turquie n'accepte pas de régler les nombreux contentieux que les deux pays ont entre eux. Résultat: le Conseil de Luxembourg pourrait bien être le «sommet de la Turquie», comme le craint le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Ce qui achèverait de brouiller le message que les Quinze veulent envoyer aux pays d'Europe de l'Est.

JEAN QUATREMER

Le Premier ministre luxembourgeois s'explique sur les modalités de l'élargissement:

«Il faut opérer une différenciation entre les pays»

Bruelles (UE) de notre correspondant

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, exerce depuis le 1^{er} juillet la présidence semestrielle tournante de l'Union européenne. Ce démocrate-chrétien de 42 ans, qui a succédé à Jacques Santer lorsque ce dernier est devenu président de la Commission européenne en janvier 1995, cumule en outre les fonctions de ministre des Finances et du Travail. Il aura été l'homme-orchestre de cette présidence, l'une des plus réussies de ces dernières années par le nombre de dossiers qu'elle a fait aboutir, de l'harmonisation fiscale à l'élargissement en passant par l'emploi. Interview à Jean Quatremer de Libération et à Roland Krimm du Journal de Genève.

L'élargissement sera-t-il la nouvelle frontière de l'Union européenne?

Pendant cinq cents ans, nous avons essayé d'unifier l'Europe par la violence et les armes... Depuis 1945, nous fédérons par traité et par amitié. C'est cette sphère de

paix et de solidarité que nous voulons étendre à l'autre partie du continent. Ce qui se passe en ce moment ne doit pas être sous-estimé; voilà des démocraties qui, tout en redécouvrant leur fait national, décident, dès le premier jour, de partager cette souveraineté retrouvée avec nous. Nous serons les seuls au monde à avoir réussi à ne plus jamais faire la guerre entre nous, comme nous l'étions promis en 1945.

Ne craignez-vous pas que l'élargissement signifie la dilution?

Le risque de la dilution existe. Mais il existe déjà entre les Quinze. Bien sûr, pour l'éviter, il faudra remettre sur le métier le réformé des institutions de l'Union qui n'a pas abouti à Amsterdam. Mais il ne faut pas se tromper: les institutions ne sont qu'un instrument. L'essentiel est dans l'ambition: si nous étions tous d'accord sur ce que nous voulons vraiment faire ensemble, les réformes institutionnelles couleraient de source. Mais tant que



Jean-Claude Juncker. Le Premier ministre luxembourgeois assume la présidence de l'Union européenne depuis le 1^{er} juillet.

nous hésitons, la réforme est difficile.

Y aura-t-il une réforme institutionnelle avant le prochain élargissement?

Je ne crois pas qu'il faille faire dépendre l'élargissement de la réforme institutionnelle. Nous ne pouvons pas expliquer aux peuples qui se pressent à nos portes qu'il nous faut d'abord nous mettre d'accord sur la pondération des voix au Conseil des ministres ou le nombre des commissaires avant de pouvoir commencer l'Histoire. Cela étant, je suis partisan d'une réforme qui garantisse que l'Union ne se transforme pas en une zone de libre-échange.

Faut-il commencer les négociations avec l'ensemble des onze pays candidats ou seulement avec certains?

Avec tous, afin de donner aux opinions publiques de ces pays la certitude qu'ils ont: tous vocation à devenir membres. Mais il faut opérer, immédiatement après le démarrage du processus d'élargissement, une différenciation entre les pays, sur la base de critères objectifs. Ça serait

une catastrophe pour certains pays de rejoindre l'Union trop tôt. Ce schéma permettrait aux pays les moins avancés, s'ils font des progrès substantiels, de rejoindre ceux avec lesquels nous avons des négociations plus structurées et plus articulées. Pourquoi ne pas mettre la Turquie sur la ligne de départ?

L'Union européenne n'a pas le droit de tourner le dos à la Turquie. C'est un pays européen qui a vocation à rejoindre l'Union. Il ne faut pas lui donner l'impression que l'Union serait un club de chrétiens. Mais l'Union est un club démocratique. Les droits de l'homme ne sont pas de la littérature, et la Turquie doit donc savoir que, sur ce point, elle n'est pas dans une situation comparable à celle des autres pays candidats. De ce point de vue, la comparaison avec la Slovaquie ne tient pas: s'il y a des déficiences sur le plan des institutions, on ne torture pas dans ces pays. En outre, la Turquie a un problème de voisinage très sérieux avec la